

ÉTUDE FEB-GRAYDON

1 entreprise sur 6, saine en 2019, en difficultés financières en raison de la crise du coronavirus, même avec les mesures de soutien

Notre référence / 202009809424CE
Date de publication / 9 septembre 2020

Christophe Ernaelsteen
Conseiller

Centre de compétence
Economie & conjoncture
T +32 2 515 08 02
ce@vbo-feb.be

En collaboration avec
GRAYDON

Indubitablement, l'année 2020 sera reprise dans les annales comme l'année qui aura vu la propagation à travers le monde du COVID-19. En réaction, les différents pays du monde entier, dont la Belgique, ont été contraints de prendre des mesures pour limiter sa propagation et pour protéger autant que possible les populations à risque. Cette crise sanitaire et les mesures qui ont été prises pour la contenir se sont progressivement transformées en une crise économique dont l'ampleur, à l'heure d'écrire ces lignes, est encore difficile à estimer.

Plusieurs outils ont été utilisés, et le sont encore aujourd'hui, pour monitorer la situation économique dans les différents secteurs de notre économie. Ainsi, des enquêtes sont réalisées régulièrement auprès des entreprises, que l'« Economic Risk Management Group » (ERMG) compile et analyse. Parallèlement à ces enquêtes, l'institut GRAYDON¹ spécialiste des informations d'entreprises, a mis à la disposition de l'ERMG son simulateur permettant d'analyser l'impact de la crise du coronavirus sur les besoins en liquidité de l'ensemble des entreprises belges. Ces outils ont notamment permis au gouvernement et aux différents acteurs économiques de prendre des mesures pour aider au mieux les citoyens et les entreprises à traverser cette crise.

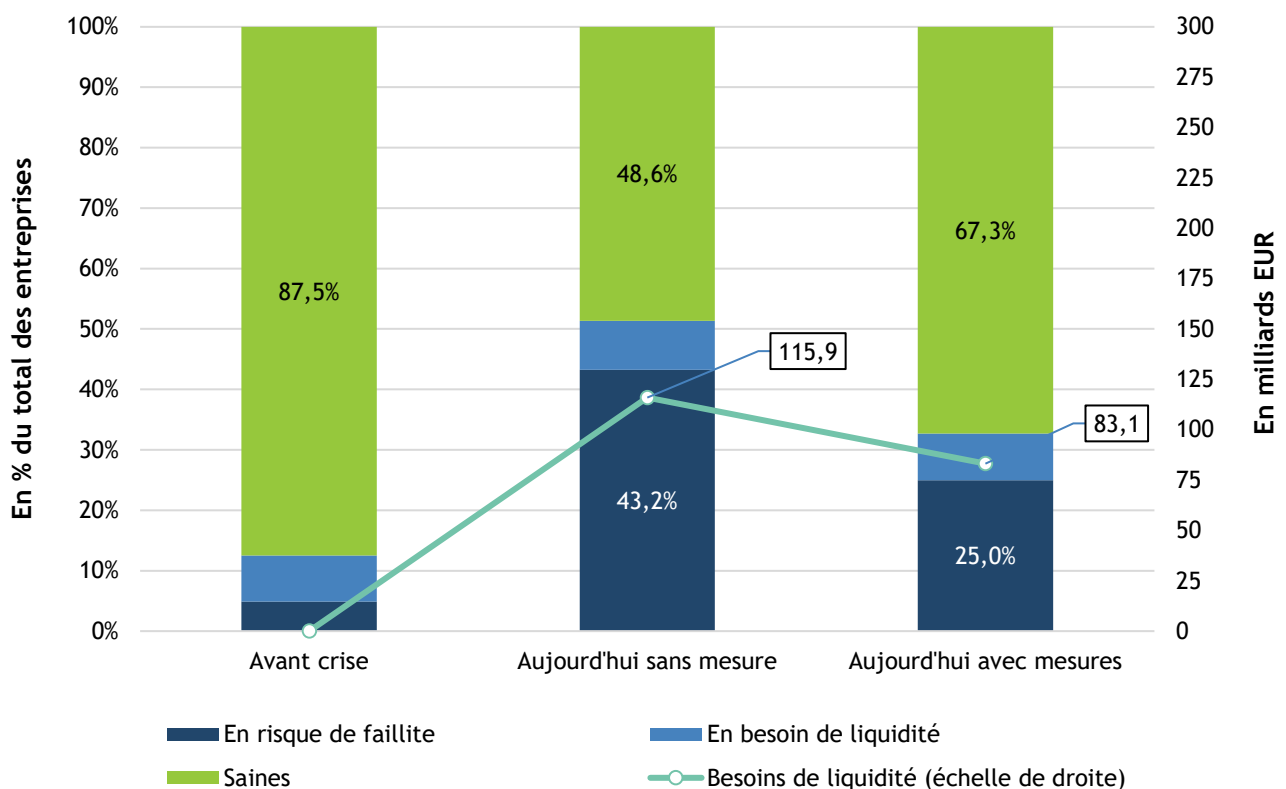
Pour cette rentrée 2020, la FEB souhaite faire le point sur la situation économique des entreprises belges. Grâce à la collaboration de nos équipes avec l'institut GRAYDON, nous avons estimé l'impact de la crise du coronavirus sur les besoins en liquidité des entreprises belges à l'heure d'aujourd'hui. Qu'en ressort-il ?

¹ L'institut GRAYDON est un institut spécialiste des informations d'entreprises en matière d'informations financières, d'informations de marketing, de « risk & compliance » et de recouvrement.

Les mesures de soutien fonctionnent et permettent à de nombreuses entreprises de traverser la crise

Le graphique 1 le montre, selon les estimations réalisées à l'aide du simulateur de l'institut GRAYDON, sans mesures de soutien, plus de la moitié des entreprises belges enregistreraient aujourd'hui d'importants problèmes de liquidité et plus de 43% de nos entreprises présenteraient des risques de faillite. En d'autres termes, un véritable marasme économique. Les mesures de soutien, telles que les mesures relatives au chômage temporaire, les primes régionales et surtout les accords bancaires relatifs au report des crédits et à la possibilité de contracter de nouveaux prêts avec une garantie d'État, ont considérablement permis de réduire le nombre d'entreprises en difficulté à hauteur, selon nos estimations, d'une entreprise sur quatre. Comparativement à la situation d'avant crise, les besoins supplémentaires de liquidité s'élèveraient actuellement à environ 83 milliards EUR.

GRAPHIQUE 1
 Impact de la crise du coronavirus sur les entreprises belges avec et sans mesures de soutien



SOURCES GRAYDON & VBO FEB

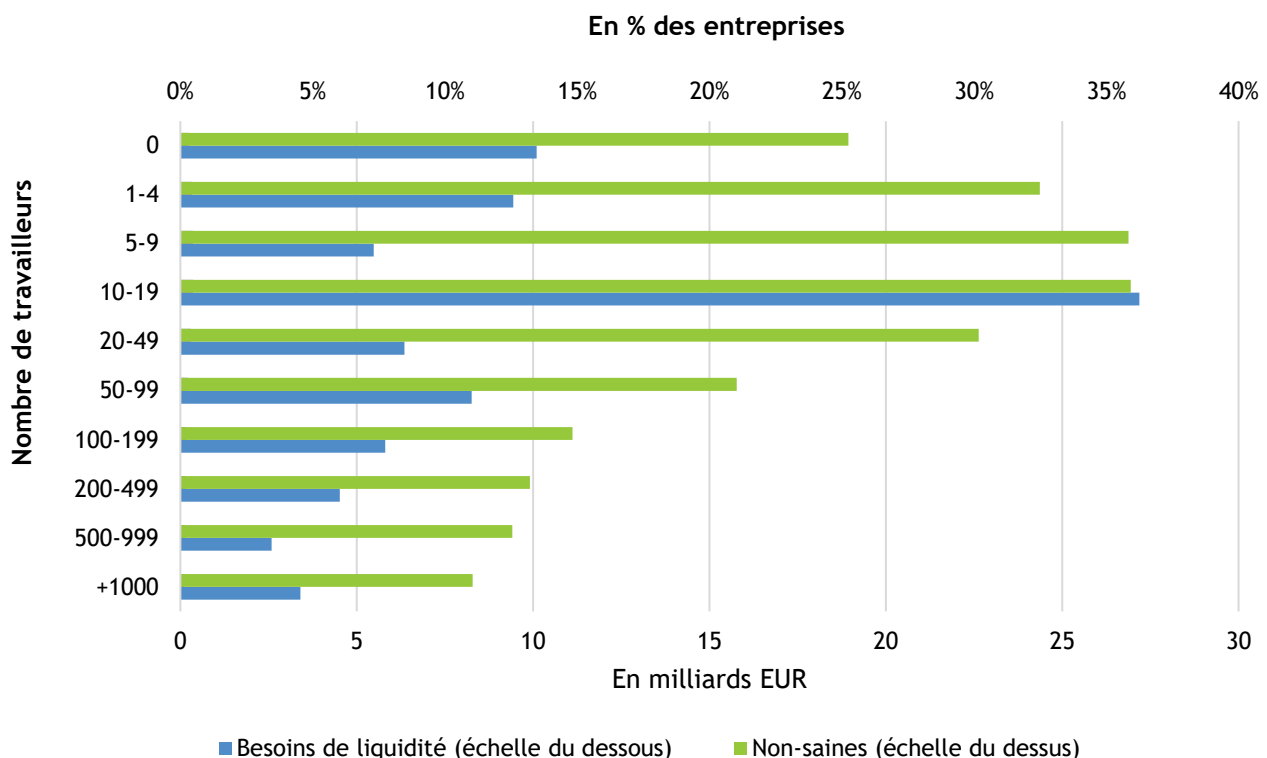
Les entreprises plus petites et plus jeunes souffrent proportionnellement plus de la crise

Avec le temps, tout organisme se développe, apprend, et devient plus résistant. Il en vaut de même pour les entreprises. Comme nous le montrent les graphiques 2 et 3, les entreprises plus jeunes et de plus petites tailles souffrent proportionnellement plus de la crise que les entreprises plus âgées et plus grandes. Cela ne signifie pas pour autant que les grandes entreprises sont moins impactées par la crise du coronavirus que les petites mais bien qu'elles résistent mieux car elles ont eu, avec les années, le temps de se constituer des réserves plus importantes que les plus petites et les plus jeunes entreprises. Ce constat est toutefois alarmant dans la mesure où de nombreuses « start-ups » et « scale-ups », représentant les entreprises de demain, pourraient disparaître et peser ainsi sur notre potentiel de croissance à moyen et long termes.

GRAPHIQUE

2

Impact de la crise du coronavirus et besoins de liquidité selon la taille des entreprises, avec prise en compte des mesures de soutien

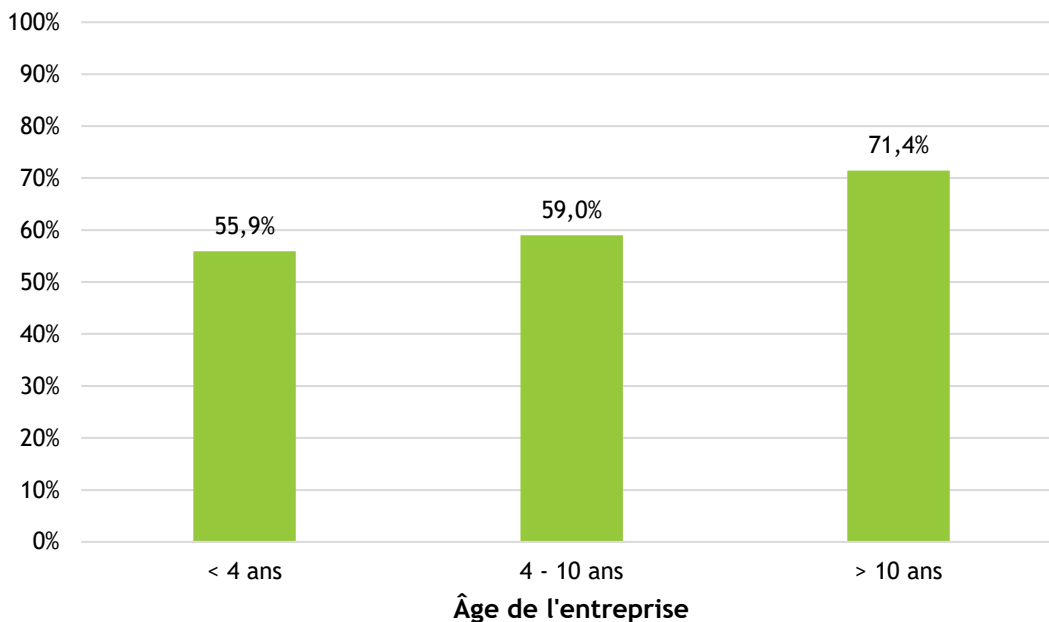


SOURCES GRAYDON & VBO FEB

GRAPHIQUE

3

Pourcentage d'entreprises saines selon l'âge de l'entreprise, avec prise en compte des mesures de soutien



SOURCES GRAYDON & VBO FEB

Constats et recommandations

Notre analyse a montré que, même après d'importantes mesures de soutien prises par le gouvernement Wilmès, 25% des entreprises belges seraient encore confrontées actuellement à de graves problèmes de liquidité. Bien sûr, dans ces entreprises, certaines présentaient déjà, avant la crise, des problèmes de liquidité. Toutefois, si nous retirons ces dernières, nous obtenons encore **16% des entreprises, soit près d'une entreprise belge sur six, dont la situation était parfaitement saine avant la crise et qui serait confrontée aujourd'hui à d'importants problèmes de liquidité.** Si rien n'est fait, la crise de liquidité que vivent aujourd'hui de nombreuses entreprises pourrait se transformer en une crise de solvabilité et de nombreuses entreprises seraient alors contraintes de se déclarer en faillite avec toutes les conséquences économiques qui s'en suivraient : une forte augmentation du chômage, une réduction des recettes fiscales et, par conséquent, une détérioration encore plus importante des finances publiques, un ralentissement de la croissance potentielle, etc.

Les mesures prises jusqu'ici ont beaucoup aidé les entreprises mais sont malheureusement insuffisantes surtout pour les petites, les moyennes, les plus jeunes entreprises, et pour quelques grandes entreprises des secteurs économiques les plus touchés. Ces mesures devraient donc être complétées au niveau fédéral par d'autres mesures fiscales visant à restaurer la solvabilité des entreprises, en particulier pour celles qui, devenues déficitaires à cause de la crise, puisent fortement dans leurs réserves de capital et pour lesquelles une recapitalisation s'avère donc nécessaire. De telles mesures supplémentaires destinées à stimuler les injections de capitaux dans les entreprises sont plus que bienvenues. Il pourrait s'agir, par exemple, du recentrage et du

renforcement de la déduction pour intérêts notionnels pour les petites entreprises, d'un renforcement du Tax Shelter pour les start-ups et scale-ups (conformément à la recommandation de l'ERMG) et d'une mobilisation de l'épargne publique et privée (y compris les réserves des entreprises saines) par des mécanismes d'incitation ciblés.

Par ailleurs, il est crucial qu'à cette crise économique ne s'ajoute pas une crise politique. Nous demandons au monde politique de prendre rapidement ses responsabilités et de mettre sur la table, de toute urgence, un plan de relance économique, seul gage de la croissance potentielle et de notre prospérité future.